

# ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

## 2<sup>ème</sup> CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-SAONE

Chères Electrices, chers Electeurs,

Elu député en 1968, réélu en 1973, je sollicite à nouveau vos suffrages en 1978.

Pierre LEVAL, qui m'a secondé efficacement pendant 9 ans et qui m'a remplacé à l'Assemblée Nationale depuis avril dernier, date de ma nomination au Gouvernement, a estimé, avec une lucidité politique et une honnêteté intellectuelle auxquelles il convient de rendre hommage, que Jean REYBOZ serait désormais meilleur suppléant.

Pour vous permettre de choisir en toute connaissance de cause, je crois utile :

- d'abord de vous résumer ce que j'ai fait, plus particulièrement depuis 5 ans,
- ensuite d'insister sur l'importance capitale de votre vote,
- enfin de vous préciser ce que nous ferons si vous nous élisez, Jean REYBOZ et moi.

### I. CE QUE J'AI FAIT :

Je ne manifeste aucune auto-satisfaction. J'ai simplement essayé d'être efficace en travaillant beaucoup, au profit de la Haute-Saône et de ses habitants. Je crois avoir toujours agi en toute honnêteté, sans sectarisme.

Nous avons reçu à Corbenay des milliers de personnes, quelles que soient leurs opinions.

J'ai assuré des centaines de permanences dans les autres communes de la circonscription.

Je suis resté en contact avec tous les Maires

J'ai expédié 50.000 lettres chaque année

J'ai essayé de concilier cet accaparant travail local avec mes responsabilités parlementaires, puis ministérielles. Ce n'est pas facile, croyez-moi.

J'y ai consacré tout mon temps, tout mon courage et tout mon coeur.

A L'ASSEMBLEE NATIONALE, j'ai été pendant 4 ans rapporteur du budget de l'Armée de l'Air.

J'ai créé un intergroupe parlementaire sur la «revalorisation du travail manuel». De nombreuses réunions qui regroupaient des députés de toutes tendances, m'ont permis de tirer des conclusions dont il a été tenu compte dans les avantages accordés aux travailleurs manuels.

SUR UN PLAN PLUS GENERAL, j'ai participé à des améliorations spectaculaires :

- pour les jeunes : vote à 18 ans
- pour les femmes : égalité des droits
- pour les familles : institution du «complément familial»  
Multiplication des écoles maternelles : c'est un secteur où la France est au premier rang dans le monde
- pour les personnes âgées : augmentation importante du minimum des ressources

COMME SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE je me suis occupé plus spécialement des cadres de l'Armée d'active, du moral et de l'instruction des jeunes du contingent, de l'animation des réservistes.

COMME SECRETAIRE D'ETAT AUX ANCIENS COMBATTANTS, je me suis consacré au monde combattant, que je connais bien à de multiples titres.



## II. LE RISQUE QUE COURT NOTRE PAYS :

De notre vote dépendra l'avenir de la France :

- ou nous garderons notre Société de libertés, qui, malgré ses imperfections, permet des progrès continus d'abord pour les plus modestes. Les améliorations sont évidentes dans tous les domaines : logement, scolarité, santé, protection sociale, loisirs, etc...

Il suffit d'aller à l'étranger pour constater que la France est l'un des pays (sinon le pays) où l'on vit le mieux, à tous les niveaux. Et pourtant, l'opposition clame que tout va mal : sa campagne démagogique et ses rêves irréalistes coûteraient 450 milliards supplémentaires (45.000 milliards d'anciens francs). Qui paierait : les mille plus grosses fortunes ? Si l'Etat leur prenait à chacune 100 millions anciens, chaque Français recevrait... à peine 20 francs ! et ensuite ??

- ou nous sombrerons dans un système étatisé collectiviste, qui aboutira rapidement à l'isolement, à l'effondrement économique et, par voie de conséquence, à une dictature policière. Partout et toujours, l'arrivée au pouvoir des radico-socialo-communistes a donné les mêmes résultats désastreux.

La mainmise sur le Pays par l'opposition signifierait :

- la fin de l'école libre (rapport du socialiste Mexandeau)
- la fin de toute initiative individuelle
- la fin de la propriété agricole
- l'entreprise et son personnel sous la domination d'un syndicat devenu unique
- les travailleurs : ouvriers, agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales et les familles à la merci d'un Etat tout-puissant, détenant le crédit et le distribuant selon son bon vouloir.
- la France sans Défense Nationale et coupée de ses alliés traditionnels.

Nous n'inventons rien ; c'est écrit dans le tristement célèbre «Programme Commun du Gouvernement». Notre pays serait vite soumis à une gigantesque armée de bureaucrates irresponsables qui, du fond de leurs bureaux parisiens, ruineraient l'économie et asserviraient les individus.

## III. CE QUE NOUS FERONS

Avec Jean REYBOZ, comme avec Pierre LEVAL nous constituerons une EQUIPE SOUDEE. Les sénateurs Miroudot et Louvot récemment élus, nous aideront de façon à maintenir des contacts permanents avec toute la circonscription.

Comme par le passé, nous resterons «au service de tous».

Nous améliorerons encore nos méthodes de travail : interventions plus rapides, permanences plus fréquentes, accueil mieux organisé. Nous manifesterons à chacun la même considération, quelles que soient ses opinions supposées : je doute fort que nos adversaires en fassent autant...

D'une façon générale, notre activité sera axée sur la «qualité de la vie», car elle implique :

- un emploi correct, notamment pour les jeunes.
- une formation adaptée
- un habitat attrayant
- une entraide sociale (femmes, personnes âgées, handicapés)
- une amélioration des équipements communaux
- une instruction accessible à tous
- une politique d'ouverture qui maintienne les libertés
- une meilleure sécurité des personnes et des biens
- une défense nationale qui garantisse la paix
- une politique étrangère qui assure l'indépendance

## EN CONCLUSION :

En Haute-Saône et à Paris, Jean REYBOZ et moi, nous nous compléterons pour faire progresser notre département, aider tous nos concitoyens et servir notre pays.

**Jean REYBOZ**

Maire d'Anjeux (Haute-Saône)  
Conseiller général  
Conseiller régional

**Jean-Jacques BEUCLER**

Maire de Corbenay (Haute-Saône)  
Député de la Haute-Saône  
(1968 à 1977)  
Secrétaire d'Etat aux  
Anciens Combattants

vu : les candidats